



Marie-Anne CHAPDELAINÉ

Députée d'Ille-et-Vilaine

N° 15

Infos Thématiques

Réforme des retraites

Près de 150 000 assurés sont partis à la retraite avant l'âge légal en 2013. C'est la conséquence du droit à départ à la retraite dès 60 ans pour les assurés à carrière complète qui ont commencé à travailler jeunes, mis en place par le gouvernement en juillet 2012. A l'horizon 2017, 180 000 assurés par an partiront à la retraite avant l'âge légal.

+50 € telle est l'augmentation, depuis le 1er janvier 2014, de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé à destination des assurés de plus de 60 ans sous le seuil de pauvreté, qui passe ainsi de 500 à 550 €.

5,1 Md€ de déficit du champ vieillesse en 2014 contre 11,3 Md€ en 2011 selon les chiffres de la Commission des comptes de la sécurité sociale. Dès 2016, le régime général (CNAV) sera à l'équilibre.

Economie- Emploi

-0,1pt telle est l'évolution à la baisse du taux de chômage au sens du BIT au 4e trimestre 2013, qui s'établit ainsi à 10,2 % en France entière et à 9,8 % en France métropolitaine. Ainsi tous les chiffres convergent : le chômage s'est stabilisé en France en 2013. Le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élève à 2,8 millions de personnes en fin l'année 2013.

-2,6 pts telle est la baisse du chômage des jeunes sur un an, d'après les chiffres de l'Insee, calculant le chômage au sens du BIT. C'est une confirmation de la tendance affichée par Pôle Emploi.

13 000 jeunes ont été recrutés en emplois d'avenir depuis le 1er janvier 2014. L'objectif de 100 000 jeunes embauchés en emplois d'avenir a été atteint.

1 point d'entrée unique a été créé pour sécuriser la fiscalité applicable aux entreprises étrangères et la simplification des démarches relatives à la déclaration du Crédit d'impôt recherche (CIR). L'objectif est de mieux accueillir et orienter les investisseurs étrangers sur la fiscalité afin qu'ils puissent investir dans un cadre légal clair et sécurisé.

42 M€ pour le premier abondement du Fonds d'investissement de la Silver économie. Ce Fonds sectoriel d'investissement doit permettre de financer en fonds propres des TPE et des PME innovantes de la filière industrielle de la Silver Economie, à fort potentiel de croissance et intégrant outils technologiques et innovation organisationnelle. Il viendra accompagner les initiatives économiques et industrielles des « Silver régions »,

déclinaisons régionales du Contrat de filière. Le Fonds sectoriel de cette filière, qui réalisera ses premiers investissements à partir du second trimestre 2014, ambitionne un closing final à hauteur de 100 M€.

75 000€ tel est le plafond du nouveau plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire (PEA-PME). Ce plan, qui vise à favoriser la réorientation de l'épargne des ménages vers le financement des entreprises, apportera les mêmes avantages fiscaux que le PEA.

6 points Tel est désormais l'écart d'imposition sur les sociétés entre les PME et les grands groupes. Conformément à l'engagement présidentiel, celui-ci s'est nettement réduit : l'écart entre PME et grands groupes était de 20 points auparavant, à 39% contre 19% (Trésor, 2011). Le taux implicite d'imposition est désormais de 32% pour les PME et 26% pour les grands groupes, quand celui des entreprises de taille intermédiaire (ETI) est également de 26%, selon la dernière étude de la direction du Trésor à ce sujet. C'est ce que payent réellement les entreprises, quand elles sont bénéficiaires, sur leurs bénéfices. Sans compter les réductions au titre du CIR et du CICE. Les mesures adoptées depuis 2012 pour réduire l'optimisation fiscale des grands groupes et rendre la fiscalité plus favorable aux PME et ETI font leur effet : réduction de la déductibilité des charges financières, limitation du report en avant des déficits, surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises, réduction de la niche « Copé », ...

275 M€ ont été engagés dans des projets innovants portés par des entreprises et des territoires au titre du Programme d'Investissements d'Avenir (aménagement du plateau de Saclay, technologies de stockage de l'énergie, déploiement du Très Haut débit, etc.). Grâce à ce programme, environ 3Md€ seront ainsi décaissés cette année.

Elections municipales

16 000 conseillères municipales supplémentaires seront élues dans les communes de moins de 3 500 habitants. Grâce aux modifications opérées dans les modes de scrutin, aux lois sur le non cumul et au projet de loi cadre pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, ce sont d'ailleurs toutes les élections politiques ou professionnelles qui se dérouleront à partir de 2014 qui permettront de faire progresser la parité dans les faits.

1/49 telle est la part des électeurs candidats aux élections municipales. Au terme de la période de déclarations de candidatures aux élections municipales, et alors que les préfetures ont presque terminé leurs opérations de vérification, 926 068 candidatures ont été enregistrées.

Tarif social de l'eau

Environ 20% telle pourrait être la réduction du coût de l'eau pour les foyers concernés, dans les communes qui expérimenteront la tarification sociale de l'eau. Aucune sélection des dossiers n'est envisagée. Les collectivités volontaires auront la possibilité de mettre en place pendant cinq ans de nouvelles tarifications de l'eau et/ou de l'assainissement, ainsi que des systèmes d'aides au paiement de la facture d'eau afin de garantir un meilleur accès de tous à ces services. A l'issue de l'expérimentation, les solutions les plus efficaces, pourront, en opportunité, être généralisées à l'ensemble du territoire.

Plan de rénovation énergétique de l'habitat

X 5 telle est l'évolution du nombre de projets de rénovation énergétique de l'habitat par les ménages modestes, après le renforcement des subventions et de la prime de l'Agence nationale de l'habitat (Anah). En effet, l'agence a enregistré plus de 27 000 projets de rénovation au second semestre 2013, contre moins de 4 000 avant l'été. Les performances énergétiques sont à la hauteur : les travaux entrepris permettent de faire en moyenne 39 % d'économie d'énergie.

1,2 Md€ d'aides, fiscales ou budgétaires, ont été réorientées vers les ménages les plus modestes et sont désormais à la disposition des particuliers avec le lancement du plan de rénovation énergétique de l'habitat.

Lutte contre les nuisances sonores

100% tel est le taux de prise en charge des travaux d'insonorisation des logements des riverains d'aérodromes, contre 80% dans les dispositions précédentes. Cette aide, qui devait s'achever à la fin de l'année 2013, a été prolongée jusqu'à décembre 2014 par le gouvernement afin qu'elle porte tous ses effets. 60 000 logements ont déjà pu être insonorisés grâce à ce dispositif.

Santé

En baisse Telle a été la tendance de l'évolution du taux moyen de dépassements d'honoraires, confirmant l'inversion de tendance initiée en 2012. Gynécologues-obstétriciens, psychiatres, ophtalmologues : cette baisse est plus particulièrement marquée pour certaines spécialités. Pour les psychiatres par exemple, ce taux était de 76,9 % en 2013 contre 84,3 % en 2011. C'est un retournement, alors que depuis plus de vingt ans, les taux de dépassement progressaient de façon continue.

+ de 3 500 actes médicaux sont mieux rémunérés depuis le 1er mars 2014 pour les médecins libéraux de secteur 1 et ceux ayant signé le contrat d'accès aux soins conformément à l'engagement pris par Marisol Touraine. Cette évolution, qui arrive après celle déjà intervenue en juillet 2013, et avant celle prévue pour le 1er janvier 2015, concerne de très nombreuses spécialités : cardiologie (hors cardiologie interventionnelle), chirurgie, dermatologie, endocrinologie, gynécologie et obstétrique, hématologie, neurologie, omnipraticiens, ORL, pédiatres, pneumologie, psychiatrie, médecine physique et de réadaptation, rhumatologie. Cette revalorisation de la pratique médicale répond aux exigences définies par la ministre lors de la présentation de la stratégie nationale de santé : garantie d'accès à des soins de qualité pour tous les Français, et réorganisation de notre système de santé autour de la médecine de proximité.

Handicap

3 761 places ont été ouvertes pour accueillir des personnes handicapées dans des établissements pour adultes et enfants en 2013 sur l'ensemble de notre territoire. 16 000 places doivent encore s'ouvrir d'ici 2016, sans compter les 3 400 nouvelles places prévues dans le 3ème plan autisme, d'ici 2017.

Rythmes scolaires

92% des villes, qui doivent mettre en place la réforme des rythmes scolaires à la rentrée 2014, déclarent avancer sans difficultés et ont élaboré leurs projets horaires conformément au décret. Cette réforme du temps scolaire a pour premier objectif un meilleur respect des rythmes d'apprentissage et de repos des enfants afin de favoriser la réussite scolaire de tous les élèves. 4 000 communes, scolarisant 22% des élèves, ont d'ores et déjà mis en place cette réforme à la rentrée 2013, et 83% d'entre elles se sont dites satisfaites (enquête AMF menée en novembre 2013). Les services de l'éducation nationale accompagnent les communes dans la mise en place de cette réforme et suivent quotidiennement la préparation de la prochaine rentrée scolaire.

Stages

1,2 M de lycéens ou étudiants, qui, chaque année effectuent un stage, bénéficieront de meilleures conditions d'accueil et d'encadrement grâce à la proposition de loi adoptée : le temps de présence des stagiaires ne pourra plus être supérieur à celui des salariés ; les stages donneront droit à des congés ; les stagiaires auront droit d'accéder aux restaurants d'entreprise, aux titres restaurants ou à la prise en charge des frais de transport, lorsqu'ils existent, dans les mêmes conditions que les salariés ; l'affectation des stagiaires à des tâches dangereuses pour leur santé ou leur sécurité sera interdite.

1 seule loi, un seul code, celui de l'éducation (qui remplace 3 lois, 6 décrets, dont certains contradictoires avec des dispositions législatives), la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires adoptée par l'Assemblée nationale participe à l'effort de simplification.

Dès le 1er jour du premier mois, une gratification sera due aux stagiaires pour les stages dépassant 2 mois grâce à la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires adoptée par l'Assemblée nationale.

Développement Durable

90 M€ seront mobilisés à destination du plan d'action pour le recyclage sur les années 2014-2016. Ce plan comprendra notamment la mise en place d'un accompagnement financier ciblé sur les collectivités présentant de faibles performances de recyclage, et des programmes de modernisation des installations de gestion des déchets d'emballages ménagers.

200 M€ d'économies seront réalisés et l'émission de 250 000 tonnes de CO2 seront évitées, grâce à la mise en œuvre de l'arrêté relatif aux éclairages nocturnes des bâtiments non résidentiels. Depuis le 1er juillet 2013, les bureaux, vitrines, façades et bâtiments doivent être éteints la nuit. Après une année 2013 consacrée à l'information et à la sensibilisation des acteurs concernés, la mobilisation autour de cet objectif va désormais s'intensifier.